

Série

Jamais loin de l'actualité, Israël renvoie souvent d'elle-même l'image d'une société unie et déterminée face aux menaces auxquelles elle doit faire face. Mais la réalité est autrement plus complexe. Société plurielle, composée de multiples groupes aux intérêts parfois antagonistes, Israël est aussi un pays traversé de multiples lignes de fracture internes qui posent parfois la question de l'existence d'un socle identitaire commun. Durant une semaine, "La Libre" vous propose une plongée dans cette société riche et complexe, à la rencontre des hommes et des femmes qui la composent.

– Demain : les colons, pionniers pour certains, fossoyeurs de la paix pour d'autres.



# La peur des hommes en noir



► Dans l'Etat juif, la question de la religion cristallise parfois de nombreuses tensions. La communauté ultraorthodoxe perpétue un mode de vie très éloigné du reste de la population, ce qui n'est pas sans faire grincer des dents.

Grégoire Comhaire  
Envoyé spécial à Ra'anana, Tel-Aviv et Jérusalem

En haut de Jaffa Street, à Jérusalem-Ouest, le marché couvert de Mahane Yehuda est plein à craquer. Cageots de fruits, grands étals de bonbons et de viandes, ça crie dans tous les coins, ça s'invective et ça commerce dans une joyeuse odeur d'entrepôt mêlée d'épices et de légumes frais. Dans quelques minutes pourtant, un homme barbu à chapeau rond et grand manteau noir va surgir. Au milieu de la foule, il va sonner la trompette annonçant le début du shabbat avant de retourner dans Mea Shearim, le quartier ultraorthodoxe du centre-ville, et de débiter comme il se doit le repos hebdomadaire sacré. Les marchands n'auront plus alors qu'à ranger leurs étals, et les passants à regagner leur pénates jusqu'à dimanche, pour la réouverture du marché.

Chaque vendredi soir, c'est le même rituel. Quelques heures avant le coucher du soleil, les rues des quartiers juifs de Jérusalem se vident. Les boutiques baissent leur rideau. Cafés, restaurants, snacks ferment leur porte. Les voitures se comptent sur les doigts d'une main, les bus et le tramway cessent de circuler, et pendant 24h, hormis les piétons, Jérusalem est une ville

morte. Au même moment, la fête bat son plein à Tel-Aviv. Les sons des bars du quartier Florentine rivalisent de décibels et les grosses cylindrées rugissent sur le boulevard du front de mer. Les restaurants du boulevard Rothschild font salle pleine et dès le samedi matin, on se rendra en couple, ou en famille, bruncher d'œufs brouillés à la sauce anglaise chez "Benedict", ou dans un des bars branchés jouxtant la braderie hebdomadaire d'Allenby.

Tel-Aviv, Jérusalem, deux villes distantes d'à peine septante kilomètres, qui donnent parfois l'impression d'être à des années-lumière l'une de l'autre. Deux mondes, un laïc et un religieux, qui cohabitent et se respectent, mais dont les codes sont parfois si différents qu'ils suscitent l'un envers l'autre la crainte et, parfois, la confrontation.

Le 16 décembre dernier, un fait divers embrase les quartiers ultraorthodoxes d'Israël. Ce jour-là, une jeune fille de 28 ans, Tanya Rosenblit, se rend à Jérusalem depuis la ville de Bet Shemesh, dans la proche banlieue. Pour ce faire, elle choisit d'emprunter

une ligne réservée aux juifs ultraorthodoxes. Un bus où les femmes sont priées de s'asseoir à l'arrière et de se vêtir "correctement".

Malgré les invectives des passagers, Tanya Rosenblit refuse de s'asseoir à l'arrière avec les autres femmes et se met à l'avant, juste derrière le chauffeur. L'incident provoque une telle tension à l'intérieur que les forces de l'ordre sont appelées à la rescousse. Dans tout le pays, les condamnations sont unanimes et la communauté ultraorthodoxe est pointée du doigt pour ce qui est qualifié de "ségrégation" organisée envers les femmes. La presse internationale surnomme alors Tanya Rosenblit la "Rosa Parks" israélienne, à l'image de la couturière noire américaine qui avait refusé de céder sa place à un Blanc dans un autobus de l'Alabama. Poussés par une démographie qui, selon certaines études, laisse présager qu'ils seront majoritaires dans le pays dans 40 à 50 ans, les "hommes en noir" sont-ils en train de prendre le pouvoir en combattant la modernité?

En Israël, les "haredim" (craignant Dieu) sont partout. Impossible de ne

pas les remarquer à leur allure, reconnaissable entre mille: chapeau noir, long manteau, barbe, peyots (tresses), kippa noire et châle de prière. Un mode vestimentaire qui est apparu à l'origine dans les ghettos juifs d'Europe de l'Est et qui se décline de centaines de façons en fonction des différents courants auxquels ils appartiennent.

Ils représenteraient aujourd'hui 7 à 10% de la population israélienne, concentrés pour la plupart dans des villes et des quartiers bien spécifiques où ils se consacrent à l'étude de la Torah et observent de manière très stricte les préceptes de la "Halakha", la loi juive.

Mea Shearim est probablement le quartier ultraorthodoxe le plus connu de tout le pays. En pénétrant dans ses ruelles étroites, le visiteur est immédiatement averti par un panneau: "Ceci n'est pas une attraction touristique. Merci de respecter les habitants et de vous vêtir décemment." Prière donc de ne pas photographier les femmes portant la perruque, les enfants à la kippa noire et aux peyots naissants, les petits balcons où pend le linge, ou les groupes d'hommes se rendant à la synagogue. Prière également de ne pas traverser le quartier en voiture un samedi ou de chercher à venir y observer les célébrations d'une fête juive. Ici, on aime la tranquillité, et on fuit la publicité comme la peste.

Au numéro 2 de la rue principale, le rabbin Henri Kahn travaille à l'arrière d'une bibliothèque remplie de vieux manuscrits au prochain numéro de la

revue "Kountrass", une revue religieuse en langue française. Pour lui, l'incident de Bet Shemesh est une supercherie, un coup monté par la gauche hostile aux religieux et destiné à les stigmatiser. "Personne n'a forcé cette jeune femme à emprunter une ligne de bus orthodoxe", dit-il. "Comme nous avons nos propres écoles, nous avons aussi nos propres lignes de bus qui relient les quartiers et les villes orthodoxes entre eux. Ça arrange tout le monde et la compagnie de bus Egged joue le jeu. Les laïcs comme les religieux, qui n'ont pas envie, s'ils vont d'Ashdod à Jérusalem, d'arriver dans une Jérusalem qui n'est pas la leur. Nous ne voulons pas imposer notre mode de vie à tout le monde, nous demandons simplement qu'on respecte le nôtre."

Dans les milieux laïcs, et même religieux traditionnels, on stigmatise volontiers les ultraorthodoxes pour leur attitude d'autoexclusion de la société israélienne, pour leur refus d'effectuer les trois ans de service militaire obligatoire auquel s'astreignent les autres Israéliens et pour les subventions qu'ils reçoivent de l'Etat pour se consacrer à la prière. Un privilège, négocié par leurs partis politiques alliés aux coalitions gouvernementales, qui n'a rien d'anormal pour Rav Kahn, dans la mesure où les religieux sont aussi des contribuables. "Nos femmes travaillent et nous payons des taxes chaque fois que nous achetons des produits sur le marché. Si on construit des théâtres et des musées à Tel-Aviv, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas avoir une

aide pour nos Yeshivot. De plus, ces subventions sont minimes, 700 shekels (140 euros) par mois et par personne, comment voulez-vous faire vivre une famille de dix enfants avec ça?"

Dix enfants. Rien d'exceptionnel chez les haredim dont le taux de natalité explose alors qu'il tend à stagner dans le reste de la population. Si les orthodoxes représentent un jour la majorité dans le pays, on peut légitimement imaginer que l'Etat d'Israël aura un visage bien différent de celui qu'il a aujourd'hui et que la religion y tiendra une place bien plus importante. Mais pour Rav Kahn, il n'y a pas besoin des ultraorthodoxes pour cela.

L'avenir, selon lui, montrera en effet que le sionisme, projet laïc qui voulait créer une nouvelle identité à tous les Juifs du monde, n'aura été qu'une parenthèse dans l'histoire du peuple juif. Et pour s'en convaincre, il suffit, dit-il, d'observer la métamorphose du paysage politique israélien et l'émergence de partis religieux comme le Shass qui compte l'essentiel de son électorat dans les populations juives sépharades défavorisées. "Les sépharades représentent 60% de la population, et la plupart sont religieux. La gauche et l'establishment ont échoué à les capter. Aujourd'hui, ils se réveillent. Et pendant ce temps, les jeunes laïcs partent tous en Europe ou aux Etats-Unis parce que la vie est meilleure là-bas. Il n'y a pas d'attentats, pas d'armée, il y a plus de possibilités professionnelles. Quel est l'intérêt pour un laïc de rester en Israël?"

Moti, 32 ans, vit à Ra'anana, à dix ki-

lomètres au nord de Tel-Aviv. Originaire d'Anvers, il connaît bien le milieu ultraorthodoxe pour y avoir grandi lorsqu'il vivait encore en Belgique. Désormais, il travaille dans le high-tech, un des secteurs les plus porteurs dans l'économie israélienne, et ne porte plus, comme signe de sa judéité, qu'une petite kippa qu'il porte en permanence, dans la rue comme au travail. "Beaucoup de gens sont comme moi: orthodoxes modernes ou simplement traditionnels", explique-t-il. "Ils observent les fêtes juives importantes, mangent peut-être kasher ou observent le shabbat, mais ça leur suffit."

Moti a effectué son service militaire dans le service du porte-parole de Tsahal, l'armée israélienne. Le fait que les ultraorthodoxes refusent d'effectuer leur service militaire est regrettable, dit-il, car l'armée est le creuset de l'intégration dans la société. Selon lui, ce choix ne s'explique pas par des motifs antipatriotiques mais simplement par le fait qu'ils estiment ne pas avoir de temps à consacrer à autre chose qu'à la prière et à l'étude des textes saints. "Ça commence toutefois à changer", explique-t-il. "Plusieurs programmes permettent désormais de combiner armée et études religieuses. Et pour ces jeunes qui sont souvent sans formation, mariés et avec enfants, c'est une vraie opportunité."

Le succès de ces programmes est encore marginal. "Il y a peut-être un petit millier de jeunes qui y est passé. Mais sur le plan du symbole, c'est très fort. Ça prouve que l'armée et la religion sont compatibles dans ce pays."

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.